



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/ag/186

**Arrêté du 6 octobre 2023
portant mise en demeure à la société Fonderie SCHLUMBERGER
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Guebwiller
(68500)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté Ministériel de prescriptions générales du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-329-10 du 24 novembre 2008 délivrés à la société Fonderie SCHLUMBERGER sur le territoire de la commune de Guebwiller à l'adresse suivante 3 rue du 17 novembre Guebwiller (68500) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2017 ;

VU le rapport du 1^{er} juin 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de la société Fonderie SCHLUMBERGER porté à la connaissance de l'exploitant le 8 juin 2023 ;

VU les observations de la société Fonderie SCHLUMBERGER sur ce projet d'arrêté, formulées par courrier électronique du 21 juin 2023 dans le délai imparti ;

VU la transmission du 20 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées prenant en compte ces observations ;

Considérant que lors de la visite du 3 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté plusieurs écarts :

- le plan de gestion de solvants n'est pas réactualisé depuis 2016 ;
- l'exploitant a réalisé sa dernière auto surveillance des rejets atmosphériques par le laboratoire agréé le 4 mai 2021 et le 27 septembre 2022.

Considérant que le plan de gestion de 2022 indique une consommation de 4538 kg/an et qu'il mentionne des émissions totales de 99,5 % sans propositions d'actions visant à réduire la consommation de solvants;

Considérant que le rapport de mesure du bureau de contrôle de Socotec du 27 septembre 2022 ne fait pas de mention de mesures pour le four de fusion qui doit être surveillé annuellement comme le prescrit l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2017 (article 9.2.1.1.1) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux articles 28.1 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»;*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La société Fonderie SCHLUMBERGER désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 3 rue du 17 novembre à Guebwiller (68500) est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, la prescription reprise ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 3 rue du 17 novembre à Guebwiller.

Article 2:

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2017 susvisé :

« Surveillance de conduit

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère sont contrôlés avant toute dilution dans le respect des prescriptions suivantes

Installation/conduit de rejet	Paramètres à surveiller	fréquences
Conduit de rejet "Four de fusion"	débit	Annuelle
	Poussières	
	Zn + Co+ Ni + Cr + Cu +Mn (gazeux et particulaires)	
	Pb (gazeux et particulaires)	
	Cd (gazeux et particulaires)	
	As (gazeux et particulaires)	
	NOx	
	CO	
	Dioxine/furane	Tous les 3 ans
	HAP	

»

Article 3 :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes l'article 28.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« Plan de gestion de solvants

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. »

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 6 octobre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT